

Brochure n° 3300

Convention collective nationale

IDCC : 2128. – **MUTUALITÉ**

ACCORD DU 23 NOVEMBRE 2006
RELATIF À LA POLITIQUE SALARIALE POUR L'ANNÉE 2007
NOR : *ASET0651289M*
IDCC : *2128*

PRÉAMBULE

La politique salariale de la branche au titre de l'année 2007 a fait l'objet d'une négociation qui s'est déroulée le 27 octobre 2006 et qui se conclut par le présent accord.

Les parties signataires souhaitent en préambule rappeler, qu'en application des principes posés par la convention collective nationale du 31 janvier 2000, la négociation de branche ne constitue pas le seul facteur d'évolution des rémunérations des salariés des organismes mutualistes.

A ce titre, les décisions prises par la branche doivent être de nature à, d'une part, inciter au dialogue social et à la négociation au sein des organismes, d'autre part, favoriser la mise en œuvre des mécanismes d'évolution de carrière prévus par la convention collective.

Article 1^{er}

A compter du 1^{er} janvier 2007, les rémunérations minimales annuelles garanties (RMAG) sont établies conformément au tableau joint en annexe.

Article 2

A compter du 1^{er} janvier 2007, la valeur du point est fixée à 7,43 €.

Article 3

L'UGEM établira, sur la base d'indicateurs définis en commun avec les organisations syndicales, un bilan des mesures prises au titre de l'année 2007 par les groupements employeurs en termes de politique salariale, tant au plan collectif qu'individuel.

Article 4

Les partenaires sociaux conviennent d'examiner, à l'ouverture des négociations au titre de l'année 2008, et en tant que de besoin en début d'année 2008, les éléments du bilan annuel établi en application de l'article ci-dessus et d'évaluer les écarts entre les décisions prises au travers du présent accord et la variation des indices sur l'année 2007.

Article 5

Le présent accord prend effet au 1^{er} janvier 2007. Il fera l'objet d'une demande d'extension auprès du ministère de l'emploi et des affaires sociales. Il fera l'objet d'un dépôt à la direction départementale du travail, de la formation professionnelle et de l'emploi et au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Paris.

Fait à Paris, le 23 novembre 2006.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

UGEM.

Syndicats de salariés :

CFDT ;

CFTC ;

CFE-CGC.

ANNEXE

Montant des rémunérations minimales annuelles garanties à compter du 1^{er} janvier 2007

(En euros.)

CLASSE	MONTANT 2006	MONTANT 2007	SOIT UNE AUGMENTATION DE (en %)
E 1	15 837,45	16 043,34	1,3
E 2	16 228,23	16 439,20	1,3
E 3	16 827,66	17 046,42	1,3
E 4	17 580,50	17 809,05	1,3
T 1	19 313,55	19 564,63	1,3
T 2	22 249,34	22 538,58	1,3
C 1	24 267,10	24 582,57	1,3
C 2	32 868,22	33 295,51	1,3
C 3	39 934,42	40 453,57	1,3
C 4	57 984,80	58 738,60	1,3
D	24 267,10	24 582,57	1,3

La valeur du point pour l'année 2007 est fixée à 7,43 €, soit une augmentation de 1,3 %.